Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1733

Artikel: Toute une législature perdue : sauf pour l'UDC et l'économie
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024330

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

européenne étaient tout à fait conscients, en 1945, de la nécessaire constitution d'une Europe démocratique et fédéraliste. Mais la guerre froide l'empêcha. La communauté européenne se construisit sur la base de traités et non sur celle d'une Constitution; seuls des Etats et leurs élites furent intégrés, non les peuples et les gens ordinaires; on alla de l'avant sur le plan économique et non sur le plan politique. Lorsque la guerre froide prit fin, en 1989, la majorité des élites européennes pensa que l'euro revêtait plus d'importance que le vieux projet constitutionnel. Une solution de fortune, bricolée et monstrueuse, fut appelée «traité constitutionnel» et échoua au printemps 2005 lors des référendums français et néerlandais.

Que le traité fasse du peuple l'initiateur du processus

L'Européen le plus convaincu parmi les chefs de gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, le belge Guy Verhofstadt, est aujourd'hui encore en faveur d'un véritable projet constitutionnel. Mais la majorité de ses collègues est loin de se rendre compte à quel point l'Europe a besoin de plus de démocratie et combien la démocratie a besoin de plus d'Europe.

C'est pourquoi il faudrait engager l'UE à attribuer aux citoyennes et aux citoyens la décision de lancer un réel processus constitutionnel européen. Cette compétence pourrait être fixée dans le futur traité de l'UE: dix millions de personnes bénéficiant des droits civiques pourraient faire aboutir une initiative constitutionnelle européenne. Ils légitimeraient ainsi cette transition du traité à la Constitution de plein droit et en fixeraient les conditions et les valeurs. Selon cette évidence: la démocratie n'est pas seulement un but; elle est aussi, en premier lieu et de façon décisive, un chemin.

Traduction DP, revue et complétée par l'auteur, du texte allemand.

Andreas Gross est politologue et socialiste, conseiller national zurichois et député au Conseil de l'Europe. Depuis 1992, il a été chargé de cours à l'Université de Marburg (Hesse) pour les questions de démocratie; il y a développé lors d'un séminaire, avec son collègue Theo Schiller et les étudiants et étudiantes, l'idée de l'«initiative pour une constitution européenne».

Toute une législature perdue

Sauf pour l'UDC et l'économie

Yvette Jaggi (21 05 2007)

2003-2007, une législature perdue. Beaucoup l'ont pressenti dès l'élection de Christoph Blocher, le 10 décembre 2003. Ils avaient raison constatent les deux parlementaires fribourgeois, Alain Berset et Christian Levrat, qui aspirent tous deux à *Changer d'ère* dans leur manifeste commun *«pour un nouveau contrat gouvernemental»*. Vraiment perdues, ces quatre années? Pas pour l'UDC en tout cas, ni pour son grand inspirateur Christoph Blocher qui s'est affirmé à l'exécutif fédéral, dont il est devenu de facto le président permanent - pour ne pas dire le patron - au mépris de la loi et du principe de collégialité, comme l'a bien montré François Cherix (*Le Temps*, 26.10.06).

Le phénomène UDC

En forte progression depuis 1995, l'Union Démocratique du Centre a obtenu les meilleurs résultats aux élections de 2003: 26,6% des suffrages exprimés, 63 élus aux Chambres fédérales (55 conseillers nationaux, 8 députés aux Etats), un deuxième conseiller fédéral en la personne de Christoph Blocher. Victoire aux points, valorisée sur la durée.

Sans jamais se reposer sur ses lauriers, constamment en campagne, faisant montre d'un professionnalisme impressionnant et d'une agilité sans pareille, l'UDC élabore,

déploie, coordonne et le cas échéant corrige ses stratégies à l'échelon suisse. Dans un pays où les sections cantonales jouissent d'une grande autonomie au sein des partis nationaux, l'UDC est la seule formation politique disposant d'une véritable direction centrale, de facto située à Zurich, où l'UDC a tout son état-major, du conseiller fédéral Christoph Blocher au président Ueli Maurer en passant par les idéologues Hans Fehr, Christoph Mörgeli et Ulrich Schlüer - pour ne rien dire de ses principaux relais économiques et généreux pourvoyeurs de fonds, qui alimentent le plus gros budget de parti en Suisse.

Maniant la provocation, le paradoxe et la désinformation jusqu'aux franges de la décence et de la légalité, les grands stratèges de l'UDC manipulent les faits et les foules avec une efficacité et un cynisme remarquables. Au point de réinterpréter l'histoire: 47% de non au milliard de cohésion européenne, *"ce n'est pas une victoire pour l'UDC, mais un succès"* proclame Ueli Maurer (*24 Heures*, 27.11.06) au lendemain d'une votation dont le résultat ne semble pas l'avoir trop déçu. Et de se poser lui-même en sauveteur du siège zurichois au Conseil des Etats, en écartant sans ménagement le candidat désigné officiellement depuis plusieurs semaines. Et de passer sous silence les nombreux échecs locaux enregistrés par les candidats UDC aux exécutifs des cantons et des villes.

Pour les élections d'octobre prochain, l'UDC s'est d'emblée fixé un objectif ambitieux, quantifié, donc vérifiable: 100'000 électeurs supplémentaires. La machine à les conquérir est en marche depuis l'automne dernier: programme très complet, sélection attentive des candidats sous réserve de changements éventuels en cours de campagne, apparentements et accords électoraux à géométrie variable selon les cantons, listes communes et accords opportunistes dans les cantons, campagnes de propagande différenciées selon les thèmes et supports (y compris les prairies fauchées de façon à faire ressortir le message en haut relief végétal). Les actions de proximité visant des publics-cible définis se multiplieront au fil des mois pour culminer dès la rentrée.

Et le PS?

En face, le parti socialiste, pôle opposé de la politique fédérale, a proclamé son intention de redevenir le principal parti de Suisse et de casser la majorité de droite au Conseil fédéral, une double visée probablement hors de portée désormais. Les échéances intermédiaires sont en effet peu encourageantes pour le PSS: combat insuffisamment motivé pour la caisse unique balayée en mars dernier par le peuple et les cantons, sévère recul aux récentes élections cantonales zurichoises, votation référendaire à haut risque sur la 5ème révision de l'assurance-invalidité le 17 juin prochain. Mais, comme l'assure le président Hans-Jörg Fehr (*La Liberté*, 28.04.07), on ne change pas une stratégie à six mois du scrutin...

En définitive, la législature 2003-2007 s'annonce bel et bien perdue. En particulier pour la lutte contre la dégradation des mœurs et usages politiques, pour la mise en œuvre des réformes institutionnelles pourtant nécessaires, pour les solutions innovantes en matière de financement des assurances sociales. Et tandis que la concordance politique parvient tout juste à frileusement maintenir le statu quo, la croissance économique retrouvée surprend, enivre même, par son rythme et une ampleur qu'on on n'osait pas imaginer en 2003.